

tout d'abord, la RFA a hérité d'un appareil productif puissant et moderne, produit de l'accumulation très soutenue du capital pendant la période nazie et qui a été relativement peu détruit pendant la guerre.

Les crédits américains, le plan Marshall, l'«aide aux zones occupées» ont permis le financement d'une partie des investissements des secteurs de base (industrie lourde, énergie, transports...) et surtout la moitié des importations, principalement des matières premières.

Le deuxième facteur est constitué par l'afflux de 13 millions d'expulsés ou de réfugiés d'Allemagne de l'Est et de Pologne de 1954 à 1961 ; ce sera la main-d'œuvre qualifiée, et peu exigeante, dont a besoin l'économie allemande. La division de l'Allemagne va contraindre la RFA à choisir la carte du commerce extérieur, afin de financer l'achat de produits agricoles, de matières premières qui lui font défaut du fait de cette division, par la vente des produits de l'industrie lourde (sidérurgie, métallurgie...)

L'économie allemande a connu une croissance très rapide de 1950 à 1975 ; on a même parlé de «miracle allemand».

Ainsi en 1974, la RFA a-t-elle été le pays capitaliste qui a le mieux supporté la crise ; au plus fort de la crise pétrolière, sa balance commerciale enregistrait un excédent de 5 milliards de DM.

Pendant la crise s'est passé à la RFA, dans les mêmes termes que pour les autres pays impérialistes : restructurer, redéployer et pour cela licencier, dégraisser les effectifs, comprimer les salaires. Les chiffres officiels annoncent 70 000 licenciements dans la sidérurgie allemande depuis 1970, dont 42 000 depuis 1974. En 6 ans, le nombre des chômeurs a été multiplié par 7... On recense plus d'un million de chômeurs, 250 000 travailleurs en chômage partiel ; depuis 74, près d'un million d'immigrés ont été expulsés... Et d'après un rapport de l'office fédéral de l'emploi, près de 5 millions d'emplois sont menacés dans les années à venir (1983).

Quant à la croissance de la RFA, bien que supérieure à celle des autres économies européennes, elle devient de plus en plus limitée : 8% par an dans les années 50, 5% dans les années 60, 2,5% depuis 1970.

Et si la RFA se targue d'une inflation modérée, celle-ci s'élevait à 2,4% pour le premier trimestre 1979, chiffre particulièrement élevé comparé à la hausse des prix pour l'ensemble de l'année 1978, soit 2,6%.

Ainsi le géant allemand que présente le PCF repose-t-il sur des bases relativement fragiles, avec ses milliers de chômeurs. D'autant que si le modèle de collaboration de classe s'impose toujours aux travailleurs allemands par l'intermédiaire de leurs syndicats, il est cependant de plus en plus remis en question, comme on l'a bien vu lors de la dernière grève des sidérurgistes pour la semaine de 35 heures.

Comparativement à la France, la RFA apparaît donc comme une partenaire - certes plus forte, mais sans qu'il existe un écart fondamental. Résumé en terme de produit intérieur brut, l'Allemagne «pèse» le 1/3 de la CEE et la France 1/4. Rapportée à la situation de 1970 (indice 100), la production de l'impérialisme allemand (indice 120) s'est moins développée que pour l'impérialisme français (indice 130). Enfin, si le taux de chômage est moins fort en RFA (environ 3,5% de la population active) qu'en France (plus de 5%), les suppressions d'emplois y sont plus importantes, et certaines régions comme le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie, de la Ruhr connaissent une situation particulièrement grave (7% de chômage).

Ainsi, si l'impérialisme allemand est la puissance économique dominante au niveau de la CEE, cette puissance est cependant relative, la RFA n'ayant pas plus que les autres impérialismes été épargnée par la crise.

2- La RFA est-elle le cheval de Troie des USA?

«La RFA renforce la domination des USA sur la CEE. L'axe Bonn-Washington doit faire de la CEE une région du bloc atlantique» (2) déclare le PCF, parlant à tout propos d'une Europe, empire germano-américain. La RFA est-elle le cheval de Troie des USA? Depuis la création de la RFA, la bourgeoisie ouest allemande n'a cessé d'affirmer sa fidélité au «camp occidental». En 1974, le chancelier Helmut Schmidt s'exprimait dans ces termes : «Si nous devons choisir entre l'Europe et les

Etats-Unis, nous choisirons les Etats-Unis». Et en avril 78, alors même que les divergences germano-américaines s'approfondissaient, il continuait «L'amitié germano-américaine est si solidement établie que les divergences de vue quotidiennes, qui peuvent apparaître même dans la meilleure coopération, ne peuvent l'affecter».

Cette «amitié germano-américaine» qui pendant un temps a effectivement pris la forme d'une reconnaissance inconditionnelle par les allemands du leadership US, a des fondements multiples. C'est l'impérialisme américain qui, au lendemain de la seconde guerre mondiale a décidé du sort de l'Allemagne occidentale, s'est porté garant de sa restructuration économique et politique, l'a intégrée dans le système de défense occidentale et lui a ainsi permis de se doter de la deuxième armée conventionnelle de l'Ouest. Sur le plan de la défense, la RFA est restée presque totalement dépendante du parapluie nucléaire des Etats-Unis, les accords découlant de la Deuxième guerre mondiale l'ayant privée de la possibilité de posséder une défense véritablement indépendante.

En avril 1978 Schmidt affirmait «l'évolution de l'idée européenne n'est possible que sous la protection des Etats Unis, le plus important partenaire de l'Alliance atlantique. Les Européens ont besoin de cette protection comme ils ont besoin de l'air pour respirer».

Cependant, depuis quelques années, particulièrement depuis l'arrivée au pouvoir de l'administration Carter, des contradictions importantes se sont fait jour entre la RFA et l'impérialisme US, et justement à propos de cette question de la sécurité.

Les études du Pentagone, rendues publiques en 1977, prévoyant l'abandon d'un tiers du territoire ouest-allemand en cas de conflit avec l'Union soviétique ont très sérieusement ébranlé la confiance de la RFA concernant la réelle volonté des USA de garantir la sécurité en Europe.

Les tergiversations américaines à propos de la bombe à neutrons n'ont pas été propres à rassurer les dirigeants ouest-allemands. En effet après avoir obligé la RFA à se

(2) «L'Europe en jeu» 1^{er} trimestre 1979.